



Le FMI épaulé par la Commission européenne organise le pillage de la Grèce

Par [Jérôme Duval](#)

Mondialisation.ca, 28 février 2011

[CADTM](#) 28 février 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

En Grèce, le peuple maintient la mobilisation après neuf grandes grèves depuis février 2010

Alors que le chômage continue sa progression après être passé de 9,7% à 12,9% de la population active entre le 3e trimestre 2009 et le 3e trimestre 2010 |1| (près de 34% des moins de 25 ans sont sans emplois), le peuple poursuit la mobilisation contre les plans d'austérité d'orientation ultralibérale et conformes au « consensus » de Washington.

Cette politique promue par la *troïka* – Fonds monétaire international (FMI), Commission Européenne (CE), Banque Centrale Européenne (BCE) – en échange d'assistance financière pour affronter le paiement de la dette publique est digne de celle qui a conduit l'Argentine, élève modèle du FMI, à une crise mémorable en 2001. Les médias dominants nous dissimulent le budget militaire grec qui ne cesse d'aggraver le déficit. Pourtant, celui-ci est proportionnellement au PIB le plus important des pays membres de l'OTAN après les États-Unis et représentait 4% du PIB en 2009. Serait-ce que les vendeurs d'armes propriétaires d'empires médiatiques comme Dassault ou Lagardère ne veulent pas compromettre un marché juteux ?

Alors que le peuple est confronté à une destruction généralisée des acquis sociaux (réductions des salaires et des régimes de retraite, hausses d'impôts indirects, augmentation de l'âge de départ à la retraite, privatisation et augmentation des tarifs des services publics...), la Grèce achète de l'armement à la France (6 frégates FREMM d'environ 500 millions d'euros chacune et des hélicoptères de combats SAR) et à l'Allemagne (sous-marins). Ces achats d'armement par temps d'austérité drastique pour la population sont irrecevables. L'argent volé à la population pour acheter du matériel militaire doit être restitué intégralement et les responsables jugés. Selon le SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*), la Grèce est la nation européenne qui dépense le plus d'argent en défense comparé à son produit intérieur brut (PIB) et figure parmi les 10 plus importants acheteurs d'armes au monde. Il s'agit d'un comportement odieux et irresponsable envers sa population qui se saigne aux quatre veines pour renflouer les caisses de l'État. En mai 2010, selon le ministère français de la défense interrogé par le député François Cornut-Gentille, « aucune des mesures de restriction budgétaire supplémentaires décidées au mois de mars 2010, à la suite des interventions de l'Union européenne, ne devrait affecter, cette année, le budget d'acquisition du ministère de la défense grec. (...) les démarches d'acquisition des frégates de type FREMM (frégates multimissions) et des hélicoptères SAR (search and rescue) restent en conséquence d'actualité |2|. »

La Grèce a signé avec le FMI et l'Union Européenne, de nouveaux prêts mal nommés

« aide ». Tout en tentant d'alléger le déficit au prix de sacrifices inouïs, le pays devra rembourser une dette alourdie par les intérêts chaque fois plus importants à mesure que les agences de notation dégradent la note du pays.

En décembre 2010, les députés grecs ont approuvé un nouveau paquet de coupes budgétaires qui consiste à baisser les salaires des employés de la télévision et des transports publics. Les journalistes grecs se sont joints aux protestations qui parcourent le pays et à Athènes, l'entrée de la Banque centrale a été aspergée de peinture rouge. En février 2011, c'est au tour des médecins, pharmaciens et employés du secteur médical de manifester devant le parlement contre une réduction de 1,4 milliard d'euros des dépenses de santé réclamées par l'Union européenne (UE) et le FMI alors qu'une centaine de médecins campaient devant le ministère de la Santé à Athènes. La délégation du FMI et de l'UE dépêchée sur place à Athènes le 7 février 2011 attendra la mise en œuvre de la réforme du système de santé, avant de donner son feu vert au versement de la quatrième tranche du prêt - pour un montant de 15 milliards d'euros - initialement prévue pour février 2011. Chaque fois, des mesures toujours plus libérales réclamées par l'UE et le FMI sont le préalable requis pour débloquer les tranches successives dans le cadre du prêt de 110 milliards d'euros consentis en mai 2010.

Le gouvernement grec à la solde de la *Troïka* FMI-CE-BCE, coupable de non assistance à population en danger, organise le pillage du pays au profit du grand capital

Mais, comme si cela ne suffisait pas, les créanciers demandent une « *accélération décisive* » des réformes structurelles pour réduire la dette et retardent le versement de cette quatrième tranche. En février 2011, le gouvernement de Georges Papandréou finit par réagir lorsqu'une fois de plus, la *troïka* FMI-CE-BCE demande d'approfondir les réformes et d'augmenter son objectif de privatisations de biens publics de l'Etat en passant de 7 milliards d'euros de recette à réaliser d'ici 2013 dont 1 milliard en 2011, à 50 milliards d'ici 2015. Cette réaction fait sourire lorsqu'on voit la soumission totale envers ses créanciers de la part d'un gouvernement qui se dit socialiste. D'ailleurs, il faudra attendre quelques jours seulement pour que M. Papaconstantinou, ministre des Finances, se retourne et indique que « *l'objectif* » de ce plan de privatisations de 50 milliards « était sûrement ambitieux, mais réalisable », acceptant à nouveau l'ingérence du FMI épaulée par la Commission Européenne... Sont alors visés les ports, les aéroports, les chemins de fer, l'électricité ainsi que des plages touristiques du pays. Le représentant de la Commission européenne Servaas Deroose proposait dans le quotidien *To Vilma*, de « vendre les plages pour développer le tourisme et le marché des propriétés touristiques ». Dans une autre interview, il ajoute : « *La Grèce pourrait facilement lever cinq milliards d'euros en vendant l'ancien aéroport d'Athènes, situé dans une zone côtière lucrative* ». De son côté, le chef de la mission du FMI Poul Thomsen a proposé de « vendre des terrains, y compris l'ancien aéroport » d'Athènes. « *Nous sommes à un point crucial où nous avons besoin d'une accélération des réformes* », aurait-il déclaré selon le quotidien *Kathimerini* [3].

La contraction, plus sévère que prévue par les Institutions, du PIB grec à 1,4% au quatrième trimestre 2010, une inflation galopante à 5,2 % en janvier 2011 ainsi que la baisse des revenus des Grecs qui ont chuté de 9% en 2010 [4] sous l'effet des mesures d'austérité donnent un avant-goût de l'échec retentissant de la politique de la *troïka* FMI-CE-BCE. Selon la Banque de Grèce, « *Le pouvoir d'achat des salariés du public a reculé à un niveau plus bas que celui de 2003, tandis que sur l'ensemble de l'économie le pouvoir d'achat a reculé en moyenne à un niveau plus bas que celui de 2006* ». De leur côté, les investisseurs sont encouragés à faire des affaires juteuses par une réduction du coût du travail de 3% dans le

pays en moyenne.

Il n'y a pas là de quoi calmer une population déjà malmenée par la crise et une nouvelle grève générale a paralysé le pays le 23 février 2011. Le peuple grec est en droit d'exiger d'autres mesures radicalement différentes comme la taxation des hauts revenus et un moratoire sur l'achat d'armement militaire. Mais seul un audit sous contrôle citoyen des comptes publics de l'Etat pourra analyser les contrats d'endettement afin d'en restituer la part illégitime ou odieuse au véritable créancier qui réclame souveraineté et dignité : le peuple grec. Il faut à ce propos, saluer l'initiative de la députée Sophia Sakorafa qui, en décembre 2010, a proposé devant le parlement grec la constitution d'une Commission parlementaire d'audit de la dette publique.

Notes

[1] Eurostat, 1er février 2011 :<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/ca...> Le taux de chômage officiel atteindra 13,9 % en novembre 2010.

[2] L'optimisme du ministre de la défense concernant les exportations d'armement françaises en Grèce, François Cornut-Gentille, député, mai 2010, <http://www.francois.cornut-gentille...>

[3] *Grèce : l'UE, la BCE et le FMI préparent le pillage du patrimoine* : <http://www.agoravox.fr/actualites/e...>

[4] Rapport annuel de la Banque de Grèce publié le 15 février 2011. <http://lapresseaffaires.cyberpresse...>

La source originale de cet article est [CADTM](#)
Copyright © [Jérôme Duval](#), [CADTM](#), 2011

Articles Par : [Jérôme Duval](#)

A propos :

Jérôme Duval est membre du CADTM, Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (www.cadtm.org) et de la PACD, la Plateforme d'Audit Citoyen de la Dette en Espagne (<http://auditoriaciudadana.net/>). Il est l'auteur avec Fátima Martín du livre *Construcción europea al servicio de los mercados financieros*, Icaria editorial 2016 et est également coauteur de l'ouvrage *La Dette ou la Vie*, (Aden-CADTM, 2011), livre collectif coordonné par Damien Millet et Eric Toussaint qui a reçu le Prix du livre politique à la Foire du livre politique de Liège en 2011.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca